

[nicematin.com](https://www.nicematin.com)

La guerre des antennes de téléphonie mobile fait rage dans les Alpes-Maritimes

Eric Galliano et Félicien Cassan

8–10 minutes

Clochemerle au niveau local, batailles judiciaires et véritable guerre économique à l'échelle nationale, voire internationale... Tel est le monde impitoyable de la téléphonie mobile.

Publié le 27/01/2025 à 07:30, mis à jour le 27/01/2025 à 07:30

12831 antennes de téléphonie mobile ont été implantées dans le département depuis 1992. **Photo illustration Frantz Bouton**

"Les antennes, c'est un sujet qui divise les gens", souffle Bernard Cora, le porte-parole du "collectif des collectifs". Il fédère les oppositions autour d'une quinzaine de projets d'implantation dans les Alpes-Maritimes, de l'Abadie à Saint-André-de-la-Roche, à l'entrée de Saint-Paul-de-Vence, en passant par la porte des Baous à Saint-Jeannet ou encore Falicon, Plascassier et Châteauneuf-Grasse.

"Il y a d'un côté ceux qui sont pour parce qu'ils veulent du réseau", constate Bernard Cora. "Même si on n'a sans doute pas besoin de 5G partout et tout le temps", souligne Daniel

Collet, de Saint-Paul-de-Vence. Lui se bat contre l'arrivée d'une nouvelle antenne à l'entrée de ce village touristique, *"à moins de 100mètres d'une chapelle classée"*. *"Par solidarité avec les riverains"*, même s'il réside à l'autre bout de la commune. *"Habiter à côté d'une antenne, **c'est comme avoir en permanence la tête dans un micro-ondes**, ce n'est sans doute pas très bon"*, avance-t-il.

"Guerre économique"

La dangerosité des émissions, ce n'est pourtant pas l'argument majeur des membres du "collectif des collectifs" qui rechignent à s'aventurer sur ce terrain. *"Ce n'est pas prouvé scientifiquement, on se ferait retoquer"*, tranche Bernard Cora, qui préfère évoquer les enjeux financiers qui se cachent derrière la multiplication des projets d'implantation.

Selon l'Agence nationale des fréquences (ANFR), il y a actuellement 1.795 nouveaux équipements en cours de déploiement dans les Alpes-Maritimes, alors que le nombre d'antennes a déjà été multiplié par dix au cours des 10 dernières années.

Une *"course à l'échalote"* qui, selon les opposants, ne se justifie pas toujours techniquement. La sénatrice azurienne Patricia Demas, qui tente d'imposer de nouveaux amendements législatifs pour mieux réguler l'implantation des antennes, n'hésite pas à parler de **"guerre économique"** pour qualifier la concurrence que se livrent aujourd'hui les "TowerCo". *"Un phénomène récent et inquiétant."* Ces "entreprises du pylône" (littéralement) sont de nouveaux acteurs sur le marché de la téléphonie mobile. *"Le concept des TowerCo est né aux États-Unis. Ces dernières années, certains opérateurs [comme SFR ou Bouygues Telecom] ont revendu à ces sociétés leurs*

antennes pour se refinancer", décrypte François Seince, ancien adjoint à l'urbanisme de Levens.

"Entreprises du pylône"

Cette moyenne commune de la couronne niçoise est la parfaite illustration de la guerre des antennes qui se déroule dans le département et plus largement en France. Là aussi, un projet d'implantation prévoit l'édification d'un nouveau mât. Et non des moindres: une antenne de 42mètres de haut qui viendra trôner au sommet de la butte de la Fonte. ***"Alors qu'il y a déjà une antenne Free 5G à 500mètres de là sur le Férion***, déplore Marine, l'une des opposantes au projet. *On pourrait mutualiser. Mais une TowerCo a préféré prendre le terrain d'à côté, même s'il est moins bien situé, pour le proposer aux autres opérateurs."* Pour elle, la motivation de cette nouvelle implantation semble moins technique que commerciale.

François Seince en veut pour preuve la position des services métropolitains de l'urbanisme qui ont *"retoqué la demande de permis"*, estimant que les besoins n'étaient *"pas suffisants pour déroger aux dispositions de la loi Montagne"*. L'élus s'était désolidarisé de la majorité en votant contre au conseil municipal. Dans les rangs du maire, qui lui défend le projet, on fait remarquer que l'ex-adjoint à l'urbanisme, qui a depuis annoncé sa candidature aux prochaines élections, est lui-même propriétaire d'un terrain sur lequel est implantée... une antenne.

Clochemerle

À Levens, la guerre des pylônes vire au Clochemerle. C'est souvent le cas. Il y a d'un côté les propriétaires des terrains convoités par les entreprises de téléphonie, TowerCo ou

opérateurs en direct. Et de l'autre, leurs voisins. Les premiers peuvent espérer *"1.000 à 3.000 euros de loyer mensuel"*, alors que les autres voient leur bien immobilier *"perdre entre 20 et 40% de sa valeur"*, résume Bernard Cora. Au milieu, les maires tentent parfois d'arbitrer ces querelles locales même si la loi ne leur en donne pas vraiment le pouvoir. Ils se font d'ailleurs régulièrement censurer par le tribunal administratif lorsqu'ils décident de s'opposer à ces nouvelles implantations.

La multiplication des antennes est alimentée par la concurrence que se livrent les TowerCo. *"Elles font le tour des collectivités et des propriétaires privés pour trouver de nouveaux terrains"*, assure l'ancien adjoint à l'urbanisme qui assure être motivé par *"la défense des Levensois"*.

Une compétition d'autant plus acharnée que le dernier arrivé, Valocême, a décidé de casser les prix pour se faire une place sur le marché. En proposant 30% de loyer supplémentaire aux propriétaires de terrains tout en les sous-louant 20% moins cher aux opérateurs.

Pour autant aucune des majors françaises n'est rentrée jusque-là dans son jeu. Au risque de voir sa couverture du territoire se dégrader. Car la start-up, financée par un fonds de pension, menace désormais les opérateurs de les expulser au risque de créer artificiellement des zones blanches. De quoi les inciter à prendre de nouvelles positions. Toujours plus hautes, toujours plus nombreuses... Et toujours plus contestées.

ads check

"Rhôooooooooo!"

Vous utilisez un AdBlock?! :)

Vous pouvez le désactiver pour soutenir la rédaction du groupe

Nice-Matin qui travaille tous les jours pour vous délivrer une information de qualité et vous raconter l'actualité de la Côte d'Azur

Et nous, on s'engage à réduire les formats publicitaires ressentis comme intrusifs.



Si vous souhaitez conserver votre Adblock vous pouvez regarder une seule publicité vidéo afin de débloquent l'accès au site lors de votre session